



Guide Des Citoyens Pour Le Budget National 2026 Du Sénégal

Un Sénégal souverain, juste et prospère

Publié par: **budgiti**
SENEGAL

Un Sénégal souverain, juste et prospère

BudgIT Sénégal a produit ce rapport dans le cadre de ses efforts visant à promouvoir la transparence, la participation citoyenne et la redevabilité dans la gestion des finances publiques.





Introduction

Le budget national de 2026 n'est pas seulement un document du gouvernement ; c'est un plan qui façonnera votre vie quotidienne. Ils déterminent combien le gouvernement dépense pour les écoles, les hôpitaux, les routes, les systèmes d'eau et les programmes de protection sociale. Les allocations budgétaires publiques déterminent si le prix des aliments augmente ou diminue, si des emplois sont créés et si les services publics atteignent réellement votre communauté.

En 2026, le gouvernement du Sénégal prévoit de dépenser 7 433,9 milliards de FCFA, soit plus que ses revenus. Cela signifie que le pays continuera à dépendre de l'emprunt tout en essayant de faire croître l'économie et d'améliorer les conditions de vie.

Ce budget se traduira-t-il par de réelles améliorations pour les citoyens, ou simplement des chiffres plus élevés sur papier ?

Ce guide des citoyens simplifie le budget national pour aider les citoyens à comprendre comment le gouvernement génère des recettes, comment l'argent public est dépensé et comment ils peuvent suivre les promesses du gouvernement. BudgIT promeut la transparence, la responsabilité et la participation des citoyens dans les finances publiques. Ce guide fournit aux citoyens les informations nécessaires pour surveiller les dépenses publiques et exiger une meilleure prestation des services publics.



Qu'est-Ce Qu'un Budget Gouvernemental ?

Un budget gouvernemental est un plan qui montre combien d'argent le gouvernement s'attend à recueillir et comment il va les dépenser au cours de l'année. Il est composé de revenus (d'où vient l'argent) et de dépenses (où va l'argent). Il reflète également les priorités du gouvernement pour l'année ; par exemple, si plus d'argent va dans le remboursement de la dette,

il y aura moins de services. Si plus d'argent est consacré à l'infrastructure, il y aura plus d'emplois et de croissance économique, et si le gouvernement dépense moins pour les services essentiels, les citoyens seront confrontés à des difficultés accrues. C'est pourquoi comprendre le budget est la première étape pour tenir le gouvernement responsable.

Processus Budgétaire Du Sénégal



Le cycle budgétaire couvre toute l'année, de la planification à la promulgation de la loi de finances. Il s'étend sur toute l'année, de la planification à la promulgation de la loi de finances.

05

Octobre

Adoption du projet de budget

Le projet de loi de finances est finalisé et approuvé par le Conseil des ministres, tous les documents budgétaires étant complétés et consolidés, avant d'être soumis à l'Assemblée nationale du Sénégal, marquant ainsi la fin de la phase de préparation administrative.

03

Juillet – Août

Programmation et préparation des budgets ministériels

Les ministères reçoivent des plafonds budgétaires, soumettent leurs propositions et négocient avec le ministère des Finances afin d'aligner les priorités sur les ressources disponibles.

01

Février – Mars

Préparation du cadre budgétaire

La première étape est axée sur la planification : examen des performances budgétaires passées, définition des besoins et des objectifs du ministère et élaboration de projections économiques afin de garantir que les dépenses correspondent aux ressources disponibles.

06

Novembre – Décembre

Examen et adoption finale

Le budget est examiné par la Commission des finances et débattu en séance plénière à l'Assemblée nationale, où les députés amendent et votent la loi de finances, après quoi elle est promulguée par le président de la République et publiée au Journal officiel, la rendant exécutoire.

04

Septembre

Arbitrages budgétaires

Au Sénégal, les arbitrages budgétaires sont gérés par des organes gouvernementaux clés chargés de revoir les priorités, d'ajuster les dépenses lorsque les ressources sont limitées et de prendre des décisions finales en fonction de l'importance stratégique, aidant ainsi l'État à choisir entre des besoins concurrents.

02

Mai – Juin

Débat d'orientation budgétaire (DOB)

Le gouvernement soumet au Parlement un plan budgétaire pluriannuel présentant des prévisions de recettes et de dépenses sur trois ans. Le Parlement l'examine afin d'établir les priorités et d'assurer un contrôle précoce avant l'adoption définitive du budget.



Le Budget 2026 Du Sénégal En Un Coup D'œil

Recettes totales
(y compris les subventions)

6,188.8mds

Déficit
budgétaire

1,245.1mds
(5.37% of GDP)

Dépenses totales
du gouvernement

7,433.9mds

Comptes
spéciaux du
Trésor (CST)
256.7mds

Service de la dette publique (total)

5,497.92

Paielements
d'intérêts

1,190.55

Remboursement
du capital

4,307.37

Montant en milliards de CFAF





D'où Proviennent Les Recettes Du Gouvernement

Le budget de 2026 montre un changement clair dans la structure de financement, les ressources nationales couvrant désormais plus de 92 % des recettes du budget général. Les recettes totales sont projetées à 6188,8 milliards de FCFA, soit une augmentation de 1174,5 milliards de FCFA par rapport à 2025.

Au centre de cette performance se trouvent les recettes fiscales, estimées à 5384,8 milliards de FCFA. Ils représentent le principal moteur de la croissance, avec une augmentation de 1025,2 milliards de FCFA d'une année sur l'autre, soit 23,5%. Cette dynamique est fortement soutenue par les mesures budgétaires du Plan de

relance économique et sociale (PRES), qui devrait contribuer à hauteur de 703,6 milliards de FCFA de recettes fiscales supplémentaires, renforçant ainsi l'accent mis par l'État sur la mobilisation des ressources intérieures.

Le financement externe, en revanche, est en baisse. Il a chuté de 21,8 %, en grande partie à cause d'une diminution des subventions en capital. Cela montre que l'environnement de financement international se resserre et que les pays dépendent moins des ressources concessionnelles.

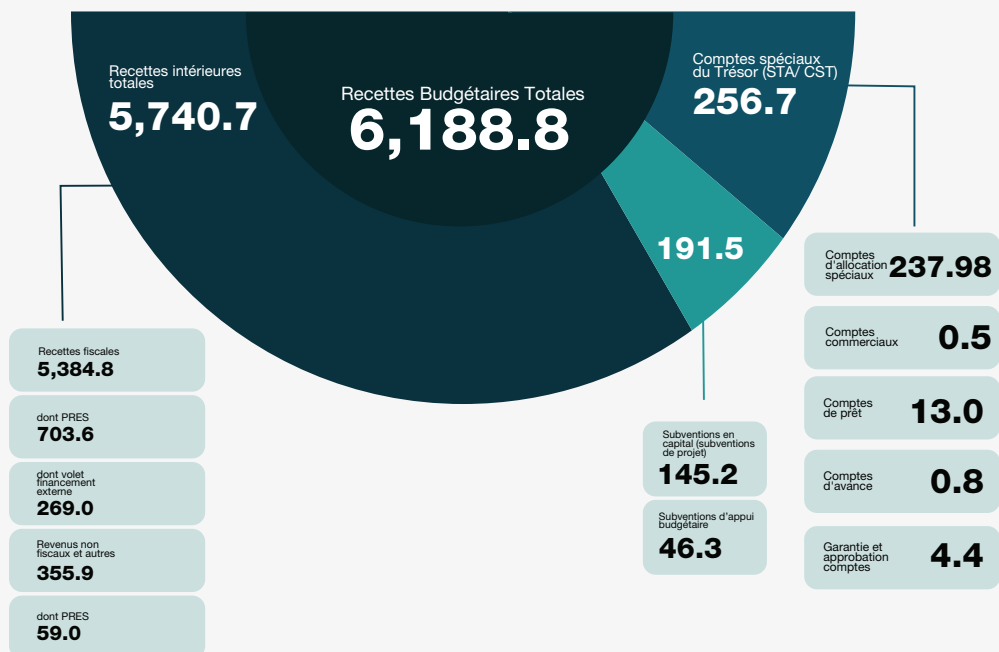
Les recettes non fiscales, bien qu'elles s'améliorent pour atteindre 355,9

milliards de FCFA, restent relativement limitées et continuent à jouer un rôle secondaire dans la structure budgétaire globale. Cette composition évolutive met en évidence une orientation plus forte vers le financement interne tout en soulignant également l'importance croissante de la performance fiscale dans le maintien des ambitions budgétaires.

Ce Que Cela Signifie Pour Vous

- 01 Vous pouvez payer plus d'impôts, directement ou indirectement
- 02 Les prix des biens et services peuvent augmenter
- 03 Le gouvernement dépend moins des donateurs—mais plus des citoyens
- 04 Si la collecte des impôts s'améliore, les services publics *devraient prouver*

Recettes





Où va l'argent?

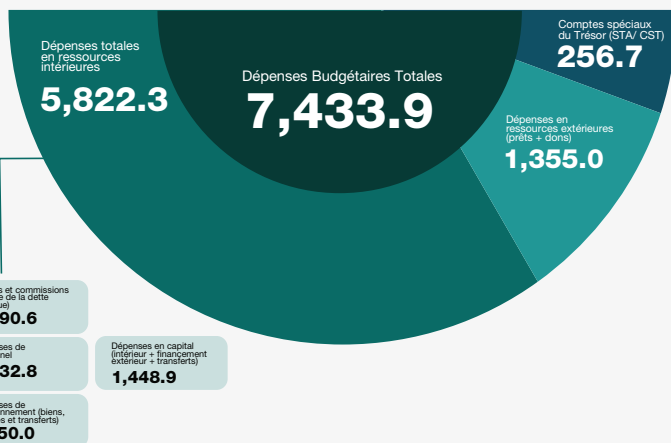
La structure des dépenses de 2026 montre une forte concentration des dépenses sur le service de la dette, le personnel et les investissements en capital. Le service de la dette à lui seul reste l'élément le plus important à 1190,6 milliards de FCFA, ce qui reflète le poids significatif des emprunts passés sur la marge budgétaire.

Les dépenses de personnel atteignent 1532,8 milliards de FCFA, ce qui indique une augmentation relativement maîtrisée, tandis que les dépenses de fonctionnement diminuent pour

atteindre 1650,0 milliards de FCFA, ce qui suggère des efforts continus pour rationaliser les coûts récurrents.

Dans le même temps, les dépenses d'investissement ont augmenté pour atteindre 1 448,9 milliards de FCFA, ce qui indique un changement clair de priorité en faveur des investissements et des infrastructures. Au total, les dépenses budgétaires totales s'élèvent à 7433,9 milliards de FCFA, reflétant un mélange d'assainissement budgétaire et de dépenses orientées vers l'investissement.

Dépenses



Questions que les citoyens devraient poser:



- 01 Dans quelle mesure la dépendance croissante à l'égard de la fiscalité intérieure pour financer plus de 90 % du budget est-elle durable ?
- 02 Le niveau élevé du service de la dette (1190,6 milliards de francs CFA rien qu'en intérêts) limite-t-il les ressources disponibles pour les dépenses de développement ?
- 03 L'augmentation des investissements en capital (1 448,9 milliards de FCFA) se traduira-t-elle par des améliorations tangibles des infrastructures et des services publics ?
- 04 Dans quelle mesure le gouvernement parvient-il à équilibrer le remboursement de la dette avec les investissements nécessaires pour une croissance économique à long terme ?
- 05 Les services s'améliorent-ils ?
- 06 Les projets sont-ils visibles dans votre communauté ?

Où va Chaque 100 FCFA

Sur chaque 100 FCFA :



Dépenses Sectorielles Clés

Montant en milliards de CFAF

Agriculture et
sécurité alimentaire

142mds



Éducation et
développement
de la jeunesse



87.6mds

Santé et
protection
sociale



82.8mds

Infrastructures et
transports

96mds



Eau, énergie et
développement
numérique

61mds



Développement
régional
et territorial

20.8mds

Boîte de responsabilité: Dépenses pour l'agriculture et la sécurité alimentaire

Le gouvernement a alloué 142,0 milliards de FCFA à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, ce qui en fait le plus grand investissement sectoriel en 2026.

Les citoyens devraient surveiller :

- Que cet investissement conduise à une augmentation de la production alimentaire locale, ou les prix des aliments baissent-ils ?
- Les agriculteurs bénéficient-ils d'une amélioration de leurs revenus et reçoivent-ils réellement l'équipement et le soutien nécessaires ?
- Les femmes et les jeunes trouvent-ils des emplois dans le secteur agricole ?



Projets Clés Du Gouvernement Pour 2026

Voici quelques projets clés financés dans le cadre du Plan de relance économique et sociale (PRES) 2026, mettant en évidence les investissements prioritaires du gouvernement dans les principaux secteurs.

Projets Gouvernementaux Clés Pour 2026 (Pres – Avec Montants)

Santé

Construction et équipement de la Polyclinique de l'hôpital principal de Dakar

10.56mds

Construction et équipement de neuf centres de santé

1.0mds

Réhabilitation et équipement des établissements de santé de référence

4.46mds

Agriculture et sécurité alimentaire

Projet de Coopératives
Agricoles Communautaires
(CAC)

9.63mds

Programme de
mécanisation
agricole

13.0mds

Développement
industriel des chaînes
de valeur agricoles

3.0mds

(par programme de la chaîne de valeur)

Éducation et enseignement supérieur

Construction et
réhabilitation des
universités

16.0mds

Création de l'Université
virtuelle du Sénégal
(UVS/ENO)

0.6mds

Construction des
résidences
universitaires

12.9mds

Eau et assainissement

Projet de Transfert
d'Eau Supérieur
(GTE)

50.0mds

(CP)

Systèmes de
distribution d'eau
potable d'urgence

10.0mds

Extension du
réseau d'eau en
milieu rural

0.6mds

Énergie et électrification rurale

Programme national
d'électrification rurale
d'urgence

0.25mds

Concessions d'électrification
rurale (Kaolack, Niore, Fatick,
Gossas)

0.06mds

Concessions d'électrification
rurale (Saint-Louis, Podor,
Dagana)

0.06mds

Infrastructures et transports

Construction des
grands axes routiers

12.0mds

Réhabilitation du chemin
de fer de Dakar-Kidira

3.0mds

Acquisition d'avions
pour Air Sénégal

66.0mds

Industrie et développement économique

Rénovation des installations de la SONACOS

25.0mds

Projet Agropole Sud

40.93mds

Agropole centrale (Sine Saloum)

50.47mds

Développement urbain et logement

Projet de 30 000 logements

20.0mds

Appui aux communes (ADM)

0.8mds

PUDC (Programme de développement communautaire)

4.0mds

Top 3 Des Risques Dans Le Budget 2026

Coûts croissants de la dette :

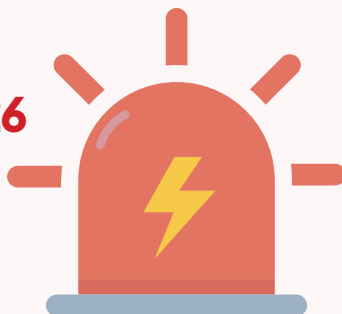
Plus d'argent va rembourser les prêts que pour améliorer les services

Dépendance excessive aux impôts :

Les citoyens peuvent porter un fardeau financier plus lourd

Écart de mise en œuvre :

Les projets peuvent être annoncés mais pas terminés



Les citoyens sont encouragés à surveiller ces projets et à suivre leur mise en œuvre dans leur communauté en utilisant [Tracka.org](https://tracka.org) pour partager des mises à jour sur les progrès.



Comment Le Gouvernement Va-T-Il Financer Le Déficit ?

Le déficit budgétaire de 2026 devrait être financé par une combinaison d'emprunts intérieurs, de financement extérieur et d'efforts continus pour mobiliser des recettes supplémentaires. Le gouvernement donne la priorité à une stratégie d'assainissement budgétaire progressive, plutôt qu'à des ajustements brusques, pour protéger la croissance économique et les investissements publics clés.

Sur le plan des recettes, l'amélioration de l'administration fiscale, l'élargissement de la base d'imposition et le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures devraient

réduire les pressions financières au fil du temps. Dans le même temps, le gouvernement prévoit de rationaliser les dépenses courantes et d'améliorer la priorisation des dépenses publiques pour limiter l'expansion budgétaire inutile.

À court terme, cependant, le déficit nécessitera encore des emprunts, tant sur les marchés financiers nationaux que sur les partenaires extérieurs. Cela reflète une approche transitoire, car le gouvernement vise à réduire progressivement le déficit jusqu'à l'objectif de convergence régionale de 3 % du PIB à partir de 2027.



Boîte de responsabilité: Financement du déficit et dette publique

Les citoyens devraient demander:

- Quelle proportion du déficit est financée par des emprunts intérieurs par rapport aux emprunts extérieurs?
- Les fonds empruntés sont-ils dirigés vers des investissements productifs qui génèrent une croissance économique à long terme?
- Quelle est la feuille de route claire du gouvernement pour réduire le déficit au seuil de 3 % du PIB à partir de 2027?

Que Signifient Les Emprunts Pour Les Citoyens Et Les Entreprises ?



De nouvelles mesures fiscales sont mises en place pour augmenter les recettes de l'État, lui permettant de financer des projets de développement et de réduire sa dépendance à l'emprunt. Concrètement, cela se traduit par un renforcement de la collecte des impôts à partir de différentes sources, notamment les taxes sur la consommation ainsi que les transactions numériques ou financières.

Pour les citoyens, cela peut se traduire par une hausse des prix des biens et services du quotidien, en particulier dans les contextes où les taxes indirectes, comme la TVA et les droits d'accise, sont largement utilisées. Étant donné que les ménages à faibles revenus consacrent l'essentiel de leurs ressources à des besoins essentiels tels que l'alimentation, le transport et l'énergie, ils ressentent généralement ces changements plus rapidement et plus fortement.

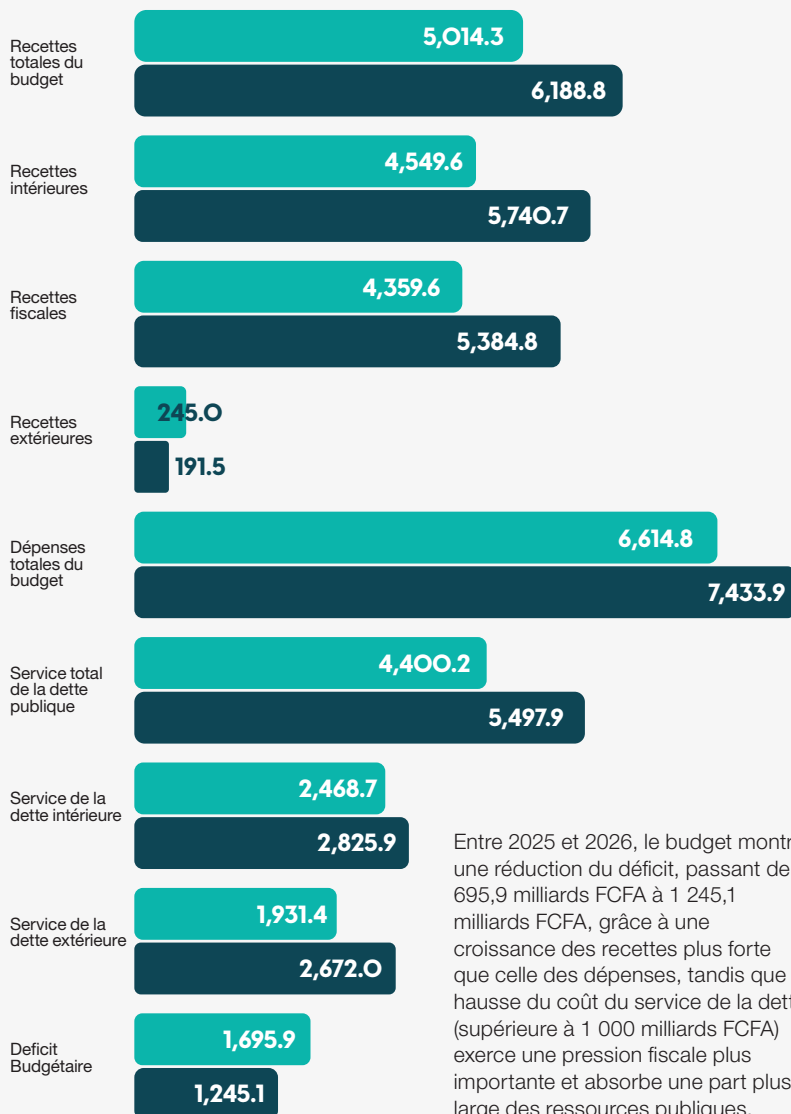
Pour les entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises, un renforcement du contrôle fiscal et un élargissement de l'assiette fiscale peuvent entraîner une augmentation des coûts de conformité et affecter la trésorerie. Cela peut influencer les prix, les décisions d'embauche ainsi que la capacité d'investissement.

Les citoyens doivent donc être attentifs à ce que les réformes fiscales restent équitables, à ce que la charge soit répartie de manière juste, et à ce que les recettes supplémentaires soient effectivement réinvesties dans l'amélioration visible des services publics et des projets de développement.

Qu'est-Ce Qu A Changé Par Rapport Au Budget 2025 ?

KEY

■ LFI 2025
■ LFI 2026



Entre 2025 et 2026, le budget montre une réduction du déficit, passant de 1 695,9 milliards FCFA à 1 245,1 milliards FCFA, grâce à une croissance des recettes plus forte que celle des dépenses, tandis que la hausse du coût du service de la dette (supérieure à 1 000 milliards FCFA) exerce une pression fiscale plus importante et absorbe une part plus large des ressources publiques.

Risques Budgétaires Clés A Surveiller Pour Les Citoyens



Malgré l'engagement du gouvernement à réduire le déficit et à renforcer la discipline budgétaire, plusieurs risques pourraient affecter la stabilité du budget en 2026.

01

Premièrement, la hausse du coût du service de la dette, en particulier sur la dette commerciale et intérieure, pourrait absorber une part croissante des ressources publiques et limiter le financement des services essentiels et des projets de développement.

02

Deuxièmement, l'incertitude sur les recettes reste un risque majeur. Les revenus de l'État pourraient être affectés par un ralentissement de la croissance économique, les fluctuations des prix des matières premières ou une performance de collecte fiscale inférieure aux attentes.

03

Enfin, des retards dans les réformes ou des pressions imprévues sur les dépenses, telles que des besoins en soutien social, des dépassements dans les infrastructures ou des dépenses liées à la sécurité, pourraient élargir davantage le déficit et affaiblir les objectifs fiscaux.

Les citoyens doivent donc surveiller de près la gestion de la dette, le respect des objectifs de recettes et l'émergence de nouvelles pressions sur les dépenses lors de l'exécution du budget.

Priorités D'investissement Du Budget A Suivre Par Les Citoyens

Le budget 2026 priorise d'importants investissements publics dans des secteurs clés qui affectent directement la vie quotidienne des citoyens, leurs opportunités de développement et l'accès aux services de base. Il est donc important que les citoyens suivent non seulement ce qui est promis, mais aussi ce qui est effectivement réalisé.



Dans l'éducation et le développement des jeunes (87,6 milliards FCFA), les fonds sont alloués aux universités, aux logements étudiants, aux campus décentralisés, aux plateformes d'apprentissage numérique telles que l'Université Virtuelle du Sénégal, et aux infrastructures pour les jeunes. Les citoyens doivent suivre ce financement, car il détermine si les jeunes ont réellement un meilleur accès à l'enseignement supérieur et à de meilleures conditions d'apprentissage.



Dans la santé et la protection sociale (82,8 milliards FCFA), les investissements se concentrent sur les hôpitaux, les centres de santé, les services d'urgence et les équipements. Le suivi de ces investissements est essentiel pour garantir que les soins de santé publics deviennent plus accessibles et que la qualité des services s'améliore, surtout dans les zones sous-desservies.



Dans l'agriculture et la sécurité alimentaire (142,0 milliards FCFA), les ressources sont dirigées vers les coopératives, la mécanisation, les agropoles et le développement des chaînes de valeur. Les citoyens doivent suivre ces projets, car ils influencent directement la disponibilité alimentaire, les revenus ruraux et la création d'emplois.



Dans les infrastructures et les transports (96,0 milliards FCFA), le budget soutient les routes, les chemins de fer, les aéroports et les programmes de transport public. Ces investissements sont importants car ils façonnent l'activité économique, la mobilité et la connectivité régionale.



Dans l'eau, l'énergie et le développement numérique (61,0 milliards FCFA), l'accent est mis sur l'accès à l'eau, l'électrification rurale et l'extension des réseaux. Les citoyens doivent suivre cela, car cela détermine les conditions de vie de base et réduit les inégalités entre zones urbaines et rurales.



Enfin, dans le développement régional et territorial (20,8 milliards FCFA), les programmes de logement social et de développement local visent à réduire les disparités entre les régions. Le suivi de ces initiatives permet de s'assurer que le développement ne se concentre pas uniquement dans les grandes villes.

Les citoyens doivent suivre de près ces investissements, car ils représentent la manière dont l'argent public collecté via les impôts et les emprunts est transformé en services et infrastructures réels. Leur suivi contribue à garantir la transparence, la redevabilité et la concrétisation des promesses gouvernementales en améliorations tangibles pour la population.

Comment Les Citoyens Peuvent Agir



Restez informés sur les investissements publics sur l'ensemble du territoire

Les citoyens doivent s'intéresser à ce qui est financé dans les secteurs clés tels que l'éducation, la santé, les infrastructures, l'eau, l'énergie et l'agriculture, non seulement à Dakar mais sur tout le territoire national. Cela est particulièrement important car de nombreux projets sont annoncés chaque année, mais certains sont retardés, mal exécutés, voire abandonnés, tant dans la capitale que dans les régions. Les investissements publics doivent donc être suivis au niveau local afin que chaque communauté bénéficie des dépenses publiques.

Exercez le droit à la transparence dans les finances publiques

Au Sénégal, le Code de Transparence des Finances Publiques garantit aux citoyens l'accès aux informations budgétaires. Cela signifie que les citoyens disposent d'une base légale pour demander des clarifications sur la manière dont l'argent public est collecté, alloué et dépensé. Parallèlement, les citoyens doivent reconnaître que le budget est leur argent, financé par les impôts, les contributions et la dette publique qui sera remboursée par les générations futures. Cela fait de la redevabilité une responsabilité partagée. Rappelez-vous : si vous ne posez pas de questions, rien ne change.

Suivez les projets et signalez ce qui se passe dans votre communauté

Les citoyens peuvent contribuer à assurer une mise en œuvre et une livraison efficaces des projets en documentant les progrès réels, avec photos, mises à jour et retours communautaires. Les citoyens doivent utiliser activement la plateforme Tracka de BudgIT pour suivre les projets dans leurs communautés. Ils peuvent visiter www.yourtracka.org/sn ou télécharger l'application mobile sur Google Play ou l'App Store. Grâce à cette plateforme, ils peuvent télécharger des photos et des mises à jour sur les projets en cours afin d'améliorer la transparence et la redevabilité. Ils peuvent également suivre les projets d'infrastructure, vérifier s'ils ont démarré, signaler les projets abandonnés ou retardés, et confirmer si les projets achevés fonctionnent réellement.

Notre Engagement



BudgIT s'engage à rendre les finances publiques plus accessibles, inclusives et compréhensibles pour tous les citoyens du Sénégal. Pour y parvenir, nous utiliserons de plus en plus les langues locales afin que l'information budgétaire atteigne tout le monde, y compris les communautés souvent exclues des discussions techniques.

Nous renforcerons continuellement le suivi des projets dans tous nos domaines d'action, afin que les citoyens puissent suivre ce qui se passe sur le terrain en temps réel. À travers nos plateformes de médias sociaux, nous créerons également un espace pour des débats publics sincères et constructifs sur l'exécution du budget, les priorités et la redevabilité.

Notre travail repose sur la proximité avec les citoyens. Nous restons déterminés à rester proches des communautés, à écouter leurs préoccupations et à les autonomiser continuellement avec les connaissances et outils nécessaires pour mieux comprendre les finances publiques et exiger la redevabilité.

Nous approfondirons et étendrons également nos partenariats sur l'ensemble du pays, y compris dans les zones les plus reculées, afin qu'aucune communauté ne soit laissée pour compte dans la promotion de la transparence et l'amélioration de la prestation des services publics

En fin de compte, notre mission est de donner aux citoyens l'information et les capacités nécessaires pour suivre activement les ressources publiques et contribuer à de meilleurs résultats en matière de gouvernance.

